

## Publications économiques et financières

### Conjoncture économique

N° 580 / Juillet 2019

## TENDANCES CONJONCTURELLES

1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2019

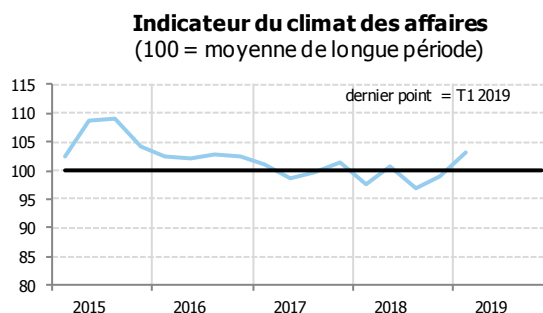
### La conjoncture économique à la Martinique

#### Hausse de l'indicateur du climat des affaires

Au premier trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en hausse (+4,2 points). Il s'établit au-dessus de sa moyenne de longue période à 103,1 points. Selon les chefs d'entreprise interrogés, la conjoncture s'améliore.

La hausse de l'ICA tient principalement aux opinions positives des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir. Dans le détail, les entrepreneurs estiment que l'activité de leur entreprise sera favorablement orientée. Ils anticipent en conséquence une hausse de leurs effectifs ainsi que la hausse correspondante de leurs charges.

Par ailleurs, leur trésorerie serait moins dégradée qu'au cours de ce trimestre. Ils anticipent une hausse de leurs prix et une amélioration des délais de paiement. Ils sont majoritairement pessimistes, cependant, concernant leurs prévisions d'investissement dans les douze prochains mois.

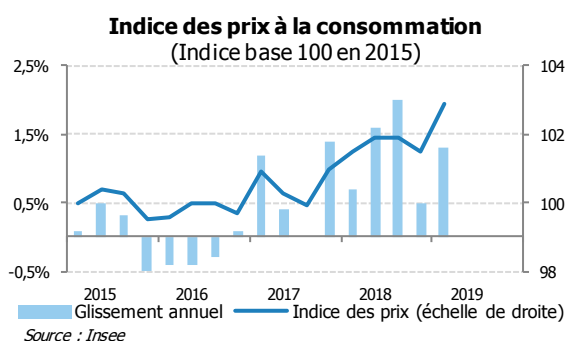


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

#### Hausse de l'inflation

Après la baisse enregistrée fin 2018, l'indice des prix à la consommation repart à la hausse au premier trimestre 2019 (+1,43 % en variation trimestrielle) en lien avec la progression des prix des services (+2,0 %) et de l'alimentation (+1,1 %).

Mesurée en glissement annuel, l'inflation s'inscrit également en hausse à +1,3 % à fin mars. Elle est portée par le renchérissement des prix des services (+1,9 %), de l'alimentation (+1,5 %) et de l'énergie (+1,1 %).



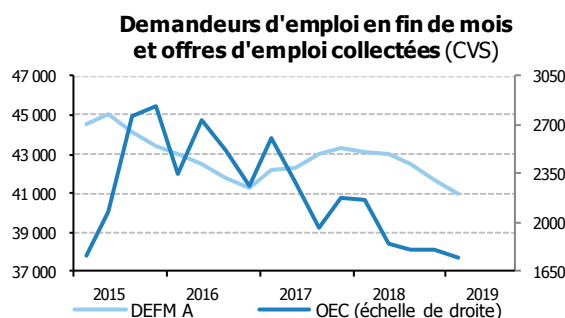
Source : Insee

#### Amélioration du marché du travail

À fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 41 010 personnes (CVS), en recul de 1,5 % en variation trimestrielle. De même, sur un an, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux (-5,0 %).

Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette amélioration. Dans le détail, le nombre des demandeurs d'emploi de 25 à 49 ans (-2,5 %) et dans une moindre mesure celui des moins de 25 ans (-0,2 %) et des plus de 50 ans (-0,3 %) sont en recul ce trimestre.

Sur un an, la tendance est similaire mais s'avère plus marquée. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue



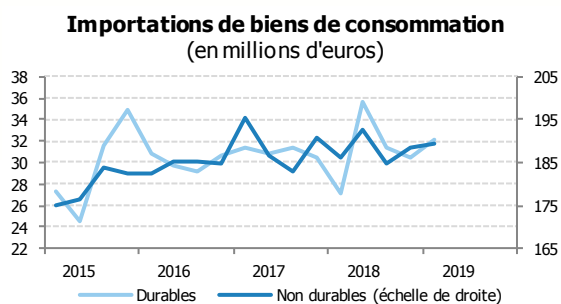
Sources : SMTP, Pôle emploi, Dares

(-5,3 %, CVS), tout comme la catégorie de demandeurs âgés de 25 à 49 ans (-8,5 %, CVS). En revanche, les seniors (50 ans et plus) subissent une nouvelle dégradation des conditions sur le marché du travail. Leur catégorie enregistre une augmentation de +1,0 % (CVS) sur un an. Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) reculent en variation trimestrielle (-3,5 %, CVS) et en glissement annuel (-14,3 %, CVS).

## Regain de la consommation des ménages

Au premier trimestre 2019, la consommation des ménages semble retrouver de la vigueur. Les importations de biens de consommation durables (principalement l'électroménager et les meubles) augmentent significativement (+5,3 %, CVS), à l'instar des ventes de véhicules de tourisme neufs (+11,5 %, CVS).

Pour autant, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale peu dynamique. Les importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) (+0,5 %, CVS) et le chiffre d'affaires des hypermarchés (+0,1 %, CVS) augmentent d'ailleurs faiblement. De même, les encours de crédit à la consommation des ménages (+0,3 %) présentent sur le trimestre une dynamique plutôt timide.



De leur côté, les indicateurs de vulnérabilité des ménages restent bien orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-2,4 %), de retraits de cartes bancaires (-8,0 %), et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-1,2 %) reculent en variations trimestrielle et annuelle.

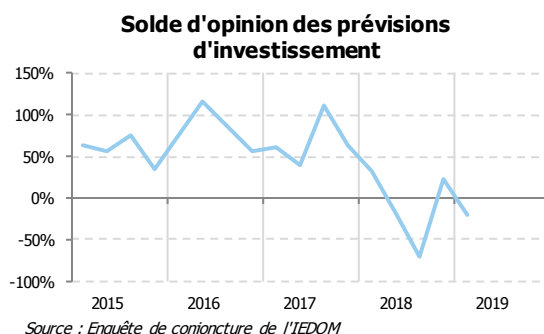
## Repli de l'investissement des entreprises

Les chefs d'entreprise sont plus pessimistes quant à leurs efforts d'investissement. Le solde d'opinion de leurs prévisions d'investissement n'a pas confirmé son redressement début 2019.

Cet infléchissement est illustré par la forte baisse des ventes de véhicules utilitaires sur les trois derniers mois (-26,7 % après +10,0 %, CVS), ainsi que par le ralentissement de la croissance des encours de crédit d'investissement (+0,6 %).

En particulier, ces prévisions sont très basses au sein des secteurs du BTP et des services aux entreprises.

En revanche, les secteurs de l'industrie et du commerce semblent encore porteurs de projets d'investissement. Ces intentions coïncident avec la bonne orientation des importations de biens d'investissement ce trimestre (+2,8 % après +0,9 %, CVS).

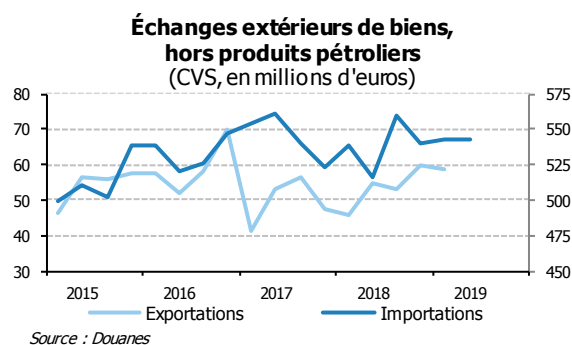


En termes de vulnérabilité, l'amélioration se poursuit. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire (-0,4 %) et les impayés sur effets de commerce en nombre (-13,4 %) et en montant (-60,7 %) se replient ce trimestre. Sur l'année, la tendance est similaire bien que moins marquée.

## Essoufflement des échanges extérieurs (hors produits pétroliers)

Hors produits pétroliers, les importations se stabilisent (-0,2 %) au premier trimestre. Dans le détail, la chute des importations de matériel de transport (-6,3 %, CVS) est compensée par la hausse des importations d'équipements mécaniques et électriques (+2,7 %, CVS) et des autres produits industriels (+0,8 %, CVS).

De leur côté, les exportations hors produits pétroliers se rétractent sur le trimestre (-1,4 %, CVS) après leur progression au quatrième trimestre 2018 (+9,1 %). La hausse soutenue des exportations d'équipements mécaniques et électriques (+36,7 %, CVS) ne suffit pas à compenser la baisse des exportations de produits agricoles (-6,2 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-4,8 %, CVS).



Les importations et les exportations de produits pétroliers reculent respectivement de -11,4 % et -21,3 % (CVS).

Au final, les échanges globaux sont en baisse sur le trimestre (-3,0 % pour les importations et -1,1 % pour les exportations) mais en hausse sur un an (+5,5 % pour les importations et +38,6 % pour les exportations).

## Une conjoncture favorable ce trimestre

Au premier trimestre, la conjoncture est globalement favorable. Les chefs d'entreprise font part de l'amélioration de l'activité et des délais de paiement. Pour autant, la trésorerie se dégrade et les prix de vente sont en baisse. Les déclarations concernant les charges d'exploitation demeurent stables par rapport au trimestre précédent.

Après une fin d'année 2018 difficile, l'activité du secteur **industriel** présente de premiers signes de reprise au premier trimestre 2019. Le niveau de l'activité baisse moins vite que précédemment. Les professionnels semblent contraints de limiter les recrutements et d'augmenter leurs prix de vente. Toutefois, ils parviennent à assainir leur trésorerie dans un contexte de stabilisation des délais de paiement. Les ventes de fioul, principalement dédiées à l'industrie affichent un repli à fin mars (-3,0 %, CVS).

Dans le secteur du **commerce**, les entreprises déclarent toujours être confrontées à une activité sans ressort. À l'exception des délais de paiement, les soldes d'opinion ne sont pas favorablement orientés. Les entreprises peinent à écouler leur stock et paraissent contraintes de procéder à des ajustements d'effectifs.

Dans le secteur des **services aux entreprises**, le courant d'affaires se redresse sans trouver une véritable dynamique. Si les délais de paiement s'améliorent, les charges d'exploitation et la trésorerie semblent plus durablement dégradées. En revanche, la légère hausse du carnet de commandes des entreprises leur permet d'envisager de nouveaux recrutements.

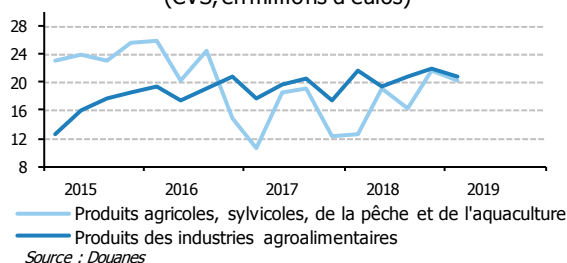
Au sein du **secteur primaire**, l'activité confirme le redressement amorcé en 2018. La filière élevage, notamment en terme d'abattage, est bien orientée (+4,6 %, CVS) tant au niveau des viandes bovines (+6,9 %, CVS) que porcines (+2,5 %). En revanche, les exportations de produits agricoles sont en baisse de -6,2 % (CVS), baisse alimentée par la réduction des expéditions de bananes (-2,5 %, CVS) sur le trimestre.

L'activité agroalimentaire est portée par l'industrie rhumière. En effet, bien que les exportations de produits agroalimentaires soient en baisse (-4,8 %, CVS), la production (+32,5 %, CVS), la consommation locale (+10,9 %, CVS) et les exportations de rhum (+9,1 %, CVS) sont en hausse.

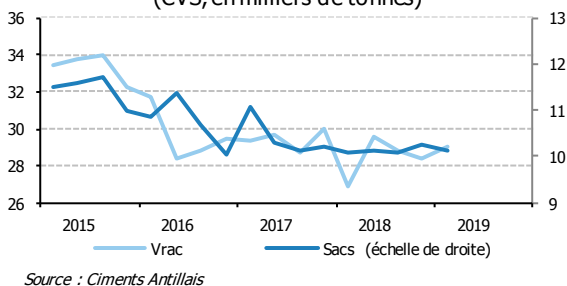
Au sein du secteur du **BTP**, la plupart des soldes d'opinion sont toujours dégradés, signe que la conjoncture demeure compliquée. Ce trimestre, l'activité bénéficie d'un léger frémissement. Les ventes de matériaux de construction conservent une certaine robustesse. Si les ventes de ciment en sac (-1,1 %, CVS) continuent de diminuer, les ventes totales de ciment (+2,1 %, CVS) sont en hausse sur le trimestre, sous l'impulsion des ventes en vrac (+2,6 %, CVS). De même, les importations d'éléments en métal pour la construction, davantage destinés aux chantiers d'envergure repartent à la hausse (+25,1 %, CVS).

Dans le **tourisme**, le courant d'affaires du trimestre est toujours favorable. Les professionnels signalent la bonne tenue de l'ensemble des soldes de gestion (charges d'exploitation, trésorerie et délais de paiement) et ils indiquent maintenir le niveau des effectifs. Tous les indicateurs sont au vert. Le nombre de passagers à l'aéroport (+3,5 %, CVS) et le nombre de nuitées (+4,0 %, CVS) sont en progression sur trois mois. De même, le nombre de croisiéristes passe de 100 853 au quatrième trimestre 2018 à 218 527 à fin mars 2019.

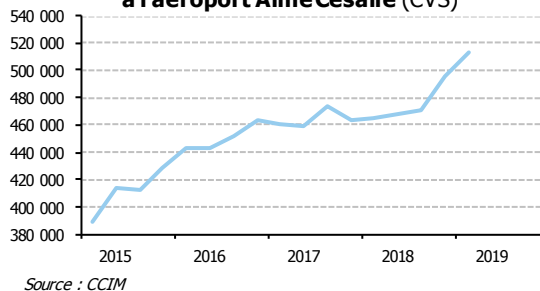
### Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)



### Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



### Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



# La conjoncture régionale et internationale

## UN LÉGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DANS LA CARAÏBE

Dans ses perspectives économiques d'avril, le FMI prévoit une croissance économique de 3,6 % dans la **zone Caraïbe**<sup>1</sup> en 2019 (+4,7 % en 2018). En parallèle, l'inflation devrait ralentir (+2,4 %, après +3,7 % en 2018). La forte demande touristique en provenance des États-Unis tend à se maintenir, tandis que la stabilisation des prix des matières premières bénéficie aux pays exportateurs de la région. Par ailleurs, dans les îles durement touchées par les ouragans de 2017, les travaux de reconstruction devraient s'accélérer.

En **République dominicaine**, la croissance devrait légèrement ralentir cette année à +5,0 % (+5,1 % en 2018). Le nombre d'arrivées à l'aéroport progresse de 4,6 % au premier trimestre 2019, sur trois mois. Le secteur touristique de l'île bénéficie de l'afflux de touristes américains. Toutefois, l'inflation est attendue à un niveau moins élevé (+1,4 %, après +3,6 % en 2018).

Selon le FMI, le niveau d'activité de **Trinidad-et-Tobago** serait stable en 2019, après un léger rebond en 2018 (+0,3 %). Avec une économie basée principalement sur l'industrie pétrolière, les exportations bénéficient de la remontée des prix du pétrole. Le niveau des prix des biens et services de consommation devrait, quant à lui, augmenter au même rythme qu'en 2018 (+1,1 %).

En **Jamaïque**, la croissance prévue est de +1,7 % en 2019 (+1,4 % en 2018), portée par l'activité minière, la construction et le tourisme. La hausse du niveau des prix à la consommation devrait se maintenir (+3,6 %, après +3,7 % en 2018). Dans ce contexte, l'amélioration du marché de l'emploi devrait se poursuivre.

<sup>1</sup> Antigua-et-Barbuda, Aruba, Les Bahamas, Dominique, République dominicaine, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Trinidad-et-Tobago.

Sources : FMI (Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019), Banque interaméricaine de développement, Central bank of the Dominican Republic, Bank of Jamaica.

## FLÉCHISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Le ralentissement de l'activité économique mondiale observé en 2018 devrait se confirmer en 2019 selon les dernières estimations du FMI, qui anticipe une croissance du PIB de 3,3 % en 2019 (+ 3,6 % en 2018). La prévision pour 2019 est inférieure de 0,4 point de pourcentage à celle publiée en octobre 2018. La montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis a pénalisé l'activité mondiale au cours des derniers mois, alors que la production industrielle et l'investissement sont restés faibles dans la plupart des pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre 2019 pour s'établir à 0,8 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la reprise des dépenses publiques, l'accroissement de l'investissement privé et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe une croissance de 2,3 % sur l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre 2018. L'inflation continue d'être modérée à fin mars (+1,4 %) tandis que le taux de chômage s'est établi à 7,7 %, son niveau le plus faible depuis septembre 2008. En 2019, la croissance du PIB devrait ralentir à 1,3 % selon les estimations du FMI (+1,8 % en 2018).

Selon l'Insee, la France a enregistré une hausse du PIB de 0,3 % au premier trimestre 2019, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Si la consommation des ménages a rebondi, l'investissement ralentit légèrement, tout comme la consommation des APU et les exportations. La Banque de France prévoit pour l'ensemble de l'année un essor du PIB de 1,4 %, légèrement inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,6 %).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,5 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,4 %. Cette légère accélération est principalement attribuable à une meilleure orientation des exportations et à la hausse des dépenses publiques. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,0 % (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait légèrement ralentir dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,4 % selon le FMI après +4,5 % en 2018). Ce repli s'explique principalement par le fléchissement de l'activité en Chine (+6,3 % anticipés pour 2019) et par les difficultés économiques rencontrées par la Turquie et l'Argentine.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 mai 2019.